

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sarkozy prépare la répression contre la grève générale en Guadeloupe

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 22 février 2009

Démocratie & Socialisme

Après 15 jours de grève générale sur l'île, un accord avait été passé entre le patronat local et le collectif LKP (Rassemblement contre les profiteurs, en créole) qui regroupe tous les syndicats et toutes les associations populaires de la Guadeloupe.

Cet accord prévoyait une augmentation de 200 euros des salaires et des minima sociaux. Dès qu'il a été prévenu de cet accord, le représentant du gouvernement, Yves Jégo, s'est envolé en vitesse pour demander l'avis de Sarkozy. Et ce dernier a refusé. Sa crainte est que si les 200 euros sont accordés en Guadeloupe, ils le seront demain en Martinique, en Guyane et à la Réunion et après-demain, en France métropolitaine, tant cette revendication concentre les attentes du salariat.

De fait, la Martinique et la Guyane entrent en grève générale et les syndicats et associations de la Réunion y appellent pour le 5 mars. Et la journée de grève du 19 mars pourrait bien s'emparer de la revendication des 200 euros.

Pour éviter cela, Sarkozy mise sur la manière forte. Le Figaro de ce matin (18/02) fait un sondage auprès de ses lecteurs pour leur demander si le gouvernement doit ou non « être ferme » vis-à-vis de la Guadeloupe. La réponse des lecteurs du Figaro va, bien évidemment, dans le sens de la fermeté.

Tout a été fait, en effet, pour préparer l'opinion à la répression de la grève générale antillaise. Refus, particulièrement provocateur, d'entériner l'accord passé entre le patronat local et le LKP. Intervention violente des CRS et des gendarmes mobiles contre les barrages. Arrestation musclée de dirigeants du LKP. Les résultats de ce pourrissement de la situation par le gouvernement étaient inéluctables : malgré tous les efforts des LKP, les jeunes des quartiers populaires ont commencé à réagir. Les médias titrent sur les « incendies » et les « tirs contre les forces de l'ordre ».

C'est ce qu'espérait et ce que préparait le gouvernement pour pouvoir justifier une répression massive contre la population guadeloupéenne.

Le seul responsable de cette violence, pourtant, c'est le gouvernement qui refuse de donner satisfaction à tout un peuple dressé pour pouvoir vivre décemment. Le droit de vivre décemment est un droit imprescriptible qui passe avant, à l'inverse de ce que veut imposer Sarkozy, les profits du CAC40.

En 1967, la répression contre la Guadeloupe avait été impitoyable : de 87 à 170 morts selon les sources. Aujourd'hui, plusieurs appels antillais dénoncent l'arrivée dans l'île de 4000 militaires/gendarmes/CRS, de chars d'assaut, de munitions et de cercueils en plastique.

L'urgence est donc d'apporter notre soutien à la grève générale antillaise et appeler à manifester, dans l'unité de toute la gauche et de tous les syndicats, pour arrêter la répression qui s'annonce.

Pourquoi, également, ne pas reprendre, en France métropolitaine, la revendication d'une augmentation des retraites, des salaires, des allocations chômage de 200 euros ? Ce serait la meilleure façon de répondre à la fois à l'exigence de justice sociale et à la crise actuelle qui trouve sa source fondamentale dans la faiblesse de la demande salariale.

Jean-Jacques Chavigné